



Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 5 du 2 septembre 2016

Au sommaire :

- Face à l'hystérie réactionnaire et raciste, la défense des droits sociaux et démocratiques - *Galia Trépère*
- Mondialisation financière, libérale et impérialiste, nouvelle phase du capitalisme et perspectives révolutionnaires - *Yvan Lemaitre*

Face à l'hystérie réactionnaire et raciste, la défense des droits sociaux et démocratiques

A la mi-août, en Corse, une violente bagarre entre deux bandes pour l'occupation d'un petit bout de plage est transformée, suite à des rumeurs sans fondements reprises par certains médias et aux surenchères de politiciens réactionnaires, en affrontements communautaires ayant pour origine le port d'un burkini. La dramatisation de l'incident en fait, d'une affaire locale, une affaire nationale qui devient « *l'affaire du burkini* » après la promulgation d'une trentaine d'arrêtés municipaux interdisant ce dernier, laquelle alimente une véritable hystérie raciste contre les musulmans. Une telle interdiction est scandaleuse ainsi que la paranoïa raciste et xénophobe qui agite la plupart des politiciens.

Délire raciste ou la politique du bouc-émissaire

La rixe a eu lieu le 13 août à Sisco, plusieurs personnes des deux « camps » ont été blessées et ont dû être hospitalisées. Le lendemain se déroule à Bastia, dans le quartier populaire de Lupino dont beaucoup d'habitants sont d'origine immigrée, une manifestation d'environ 500 personnes aux cris de « *On est chez nous* », « *Arabi fora !* » (les Arabes dehors). Les rumeurs ont déjà circulé et, bien que démenties par le procureur de Bastia, sont reprises et amplifiées entre autres par la Fédération Les Républicains de Haute Corse qui dans un communiqué justifie cette manifestation raciste par des mensonges délirants et des insultes (des « *femmes en burqa* », des « *femmes voilées* », « *un groupe de barbares islamiques armés jusqu'aux dents* »...), terminant ainsi son communiqué : « *En cette veille de Sainte Marie que nous allons célébrer dans l'harmonie, la prière et le recueillement, nous apportons notre soutien à la population de Sisco qui s'est levée pour dire non à l'intégrisme islamique.* »

Le maire de Sisco, socialiste, prend un arrêté le 15 août interdisant le burkini, rejoignant les maires de Cannes et de Villeneuve-Loubet qui l'avaient fait les 28 juillet et 5 août. L'affaire aurait peut-être pu en rester là lorsque, le

17 août, Valls choisit d'apporter avec force publicité son soutien aux maires en question qu'il affirme « *comprendre* ». Lionel Luca, le maire de Villeneuve-Loubet, entre autres, qui faisait partie dans l'UMP de la Droite populaire, qui s'est signalé à plusieurs reprises par ses prises de position en faveur de la peine de mort et du colonialisme dont il a vanté les « *bienfaits* » et par son hostilité violente à la seule mention de la théorie du genre dans les manuels scolaires.

Le 26 août, le conseil d'Etat invalide l'arrêté de Villeneuve-Loubet comme portant « *une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle* ». Valls n'en persiste pas moins : « *Le burkini n'est pas un signe religieux, c'est l'affirmation dans l'espace public d'un islamisme politique* ».

Impuissance, fuite en avant sécuritaire, guerrière et raciste

Avec les mêmes amalgames que ceux faits par une grande partie de la droite et de l'extrême droite entre islam, islamisme politique, terrorisme. « *Si on accepte le burkini aujourd'hui, on finira avec la charia demain* », dit Dupont-Aignan, tandis que pour Copé, le burkini est un « *emblème de la provocation contre la République* ». Inutile de dire que, dans ces prises de position, il n'est pas question de la liberté des femmes, du droit de disposer librement d'elles-mêmes, de leur corps, que leur déniennent tous les intégristes de toutes les religions. Pour ces politiciens de droite comme de gauche, il s'agit de distiller le poison du racisme et de la haine de l'autre, de désigner des boucs-émissaires, de diviser les travailleurs entre eux pour masquer leur responsabilité.

Sarkozy a fait sa rentrée politique en claironnant qu'il souhaitait une loi pour interdire tout « *signe d'appartenance extérieur à la religion dans notre pays* ». Sauf certainement

ment, comme Philippot ou le maire de Béziers, Ménard, les processions religieuses et les soutanes des curés intégristes. Il veut supprimer les menus de substitution dans les cantines scolaires et interdire le port du voile à l'université. Leurs surenchères démagogiques se nourrissent de celles du gouvernement.

Ce dernier, tout comme Sarkozy et ses amis, est engagé dans une fuite en, avant qui prétend apporter une réponse aux attentats terroristes en intensifiant la guerre contre Daesch au Moyen-Orient et en prolongeant un état d'urgence renforcé maintenant par le droit pour les forces de police de saisir sans mandat ordinateurs et téléphones portables. Les uns comme les autres ne font ainsi qu'entretenir le terrorisme qu'ils prétendent combattre, après l'avoir engendré en semant la destruction et le chaos aux côtés des autres puissances impérialistes au Moyen-Orient. Seul l'arrêt de ces guerres pourrait apporter ne serait-ce qu'un début de solution au problème.

C'est pour masquer leurs responsabilités dans la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer qu'ils en arrivent, dans la logique dangereuse des surenchères avec le FN et des amalgames, à donner corps à une campagne qui distille la méfiance, la peur et les suspicions et qui conforte le racisme anti-musulman, anti-arabe et anti-immigré qu'affiche depuis longtemps l'extrême droite.

Mais il n'est pas dit pour autant que cette hystérie raciste gagne de larges fractions de la population tant la classe politique et en particulier les partis gouvernementaux de droite ou de gauche qui aujourd'hui emboîtent le pas au FN sont discrédités. Les préoccupations des salarié-e-s, des chômeurs, des jeunes, portent bien davantage sur les conditions de vie (emploi, manque d'argent, conditions de travail, logement...), qui sont attaquées frontalement par le Medef et le gouvernement. En juillet encore, 70% de la population étaient opposés à la loi Travail et se disaient du côté des jeunes, des travailleurs et des militants qui pendant cinq mois se sont mobilisés contre le gouvernement.

Résister, stopper la régression sociale, engager une contre-offensive qui rassemble les rangs de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines et leurs convictions philosophiques et religieuses, défendre les droits démocratiques de toute la population, telles sont les tâches du mouvement qui n'a pas dit son dernier mot malgré l'adoption de la réforme par le coup de force du 49.3. Telle est aussi la meilleure réponse à la campagne raciste qui cherche à diviser les travailleurs et les exploités entre eux.

De droite ou de gauche, une offensive contre les travailleurs qui comble le Medef

Gattaz n'a pas caché sa profonde satisfaction à l'ouverture, mardi, de l'université d'été du Medef. « *Les Républicains osent parler de la fin de l'ISF, de la fin des 35 heures.* » Mais il est très content aussi de la loi Travail qui a mis à bas les « tabous ». « *Ce qui me fait très plaisir, ajoute-t-il, c'est que les gens se sont rendu compte que, qu'on soit de droite ou de gauche, seule l'entreprise peut sortir la France de l'ornière.* »

Il a en effet de quoi se réjouir, l'austérité imposée aux travailleurs et les cadeaux faits aux patrons ont porté leurs fruits. Rien qu'en trois mois, d'avril à juin 2016, 35,5 milliards d'euros de dividendes ont été reversés aux actionnaires des entreprises françaises, un record en Europe. Le Medef exige la poursuite des réformes contre les droits des travailleurs et il en croit capable aussi bien la gauche que la droite. Du côté du PS, la Ministre du Travail a ordonné le licenciement, contre l'avis de l'Inspection du travail d'un des militants de la CGT Air France qui avait participé à la manifestation au cours de laquelle deux cadres ont laissé leur chemise. Le gouvernement a déjà promis et engagé la refonte du Code du travail et envisagé une baisse supplémentaire de l'impôt sur les sociétés, de 33,3% à 28%, pour les PME au-delà de 38 000 € de profits. Il va également augmenter le taux du CICE de 6% à 7% de la masse salariale pour tous les salaires jusqu'à 2,5 fois le Smic. De quoi alimenter la manne de l'argent public versé au patronat que certains chiffrent d'ores et déjà 130 milliards d'euros par an.

Du côté de la droite, c'est à qui aura le programme le plus libéral. « *On ne recule plus* » devient le mot d'ordre de Sarkozy qui enchaîne, sur le papier, mesures anti-ouvrières et ponts d'or pour le patronat. Licenciements économiques facilités et plafonnement des indemnités de licenciements, réduction du nombre de représentants du personnel, suppression du compte pénibilité, liberté de « *chaque entreprise* » de « *déterminer librement le temps de travail de ses salariés* » ainsi que le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, « *dégressivité des indemnités de chômage* », recul de l'âge légal de départ en retraite à 63 ans en 2020 et 65 ans en 2025, suppression de 300 000 postes dans la Fonction publique où le temps de travail passerait à 37 heures payées 37. Et, pour les patrons et les riches, disparition des droits de succession pour les héritiers en ligne directe jusqu'à 400 000 euros, pérennisation du CICE et doublement de son montant et taux d'imposition abaissé au bout du compte à 10,5% seulement sur les dividendes, les intérêts et les plus-values mobilières.

Patronat et gouvernement, de gauche aujourd'hui ou de droite demain, sont et seront à l'offensive contre les droits sociaux et les droits démocratiques mais ils se heurtent d'ores et déjà à une résistance inédite. Le mouvement contre la loi Travail, même s'il n'a pas gagné, a ouvert une nouvelle période de contestation et de mobilisation parce qu'il a exprimé, dans le camp des travailleurs, la rupture de larges masses et surtout de nombre de milieux militants avec le Parti socialiste.

Faire fructifier les acquis du mouvement, reconstruire une conscience de classe

C'est la première fois qu'un mouvement global qui touche à un degré ou à un autre des millions de travailleurs s'est affronté à un gouvernement se réclamant de la gauche. C'est un acquis essentiel, comme également la rupture avec le « dialogue social » qui s'est manifestée dans le fait que les syndicats réellement engagés dans le mouvement

se sont sentis obligés, à cause de la pression des salariés et des militants, de maintenir le mot d'ordre de « retrait » de la loi. De très nombreux travailleurs font l'expérience d'accords locaux tous plus pourris les uns que les autres. Le « dialogue social », c'est un marché de dupes.

Mélenchon, Montebourg sont bien incapables de représenter les aspirations et les besoins qui se sont exprimés dans le mouvement. Ils prétendent représenter un débouché politique au mécontentement sinon aux luttes mais ce débouché est une impasse parce qu'ils n'envisagent pas une seconde de rompre un tant soit peu avec le système et avec ses institutions. L'expérience de Syriza en Grèce a démontré que cette voie institutionnelle est un piège pour les travailleurs.

C'est seulement par leur mobilisation et leur degré de conscience et d'organisation que les travailleurs pourront engager une réelle contre-offensive susceptible de mettre un coup d'arrêt au recul social.

Pendant le mouvement ont eu lieu des centaines de grèves portant sur des revendications locales. Le mécontentement, la colère, la révolte s'expriment et les travailleurs reprennent confiance dans la lutte collective, au moins au niveau où ils pensent pouvoir rester maîtres de leurs luttes, au niveau local.

En cette rentrée une nouvelle étape s'engage, des journées de mobilisation sont d'ores et déjà prévues, le 6

septembre contre les 5000 licenciements chez SFR, le 8 septembre dans les collèges, le 15 septembre, journée interprofessionnelle appelée par l'intersyndicale, les 27 et 28 septembre devant le tribunal de Bobigny où doivent comparaître 15 salariés d'Air France, le 19 octobre contre la répression des Goodyear...

Ce sont des occasions de rassembler nos forces, de débattre, d'agir pour diriger nos luttes, leur donner un objectif, l'abrogation de la loi dont les 177 décrets d'application ne sont pas encore promulgués et au-delà, la défense des droits sociaux et démocratiques. L'occasion de discuter d'un programme susceptible de faire converger les luttes en un mouvement d'ensemble se donnant les moyens d'affronter le gouvernement, la droite et l'extrême droite, de faire reculer les préjugés réactionnaires en renforçant les solidarités.

C'est aussi le sens de la campagne présidentielle du NPA, redonner confiance aux travailleurs dans leurs propres forces, dans l'idée qu'ils peuvent être leur propre porte-parole, qu'ils sont capables de diriger la société, les convaincre de la légitimité de leurs propres exigences, de leurs luttes ; reconstruire une conscience de classe, c'est à dire la conscience que les solutions politiques, la défense des droits sociaux et démocratiques, ne peuvent venir que de la lutte des classes et de l'union de tous les exploités.

Galia Trépère

Mondialisation financière, libérale et impérialiste, nouvelle phase du capitalisme et perspectives révolutionnaires

Ce texte est rédigé à partir d'une contribution au débat sur « l'impérialisme aujourd'hui » au sein de la IVème Internationale (*Mondialisation capitaliste, impérialismes, chaos géopolitique et leurs implications*, Inprecor n° 629-630 juillet-août 2016). Il cherche à prendre en compte le caractère profondément inédit de la période à laquelle est confronté le mouvement ouvrier pour développer, en conséquence, des éléments indispensables de stratégie. Il voudrait participer d'un travail collectif pour répondre aux questions sur l'actualité de la révolution et de la construction de partis pour la transformation révolutionnaire de la société. La nouvelle phase du développement capitaliste que nous connaissons, oblige à rediscuter des voies et moyens de construire des partis ouvriers révolutionnaires dont l'expérience grecque, l'évolution de Podemos dans l'État espagnol ou l'accord signé par le Bloco avec le PS au Portugal viennent souligner la nécessité. Ce texte est une contribution à cette discussion.

« La lutte menée face au capital par les travailleurs/travailleuses et les couches urbaines et rurales paupérisées partout dans le monde se déroule aujourd'hui dans le cadre de l'économie et la société capitaliste mondiale à un moment spécifique de son histoire, qui est aussi celle de

l'humanité. La crise économique et financière – qui a commencé en juillet-août 2007, connu un premier moment paroxystique en septembre 2008 (faillite de Lehmann) et débouché sur une récession mondiale suivie d'une stagnation sans fin – est bien plus qu'une nouvelle « très grande crise ». Elle marque à un degré jamais connu avant les limites historiques du capitalisme qui, faute d'avoir pu être transcendées, annoncent une nouvelle époque de barbarie. Cette dernière inclut centralement le basculement, différencié bien entendu entre pays et continents, dans les formes d'exploitation et les conditions d'existence des travailleurs et des masses paupérisées, mais aussi le changement climatique et d'autres dimensions de la crise environnementale (par exemple les pollutions chimiques) dont ils sont déjà le plus souvent les premiers à subir les conséquences. Enfin, elle est marquée par des guerres nouvelles dont les populations paupérisées sont une fois encore les premières victimes, comme au Proche et au Moyen Orient. » (<http://alencontre.org/economie/economie-mondiale-une-situation-systemique-qui-est-specifique-a-la-financiarisation-comme-phase-historique.html>)

François Chesnais

1) La deuxième grande mondialisation capitaliste, un siècle après la première qui avait débouché sur le développement de l'impérialisme et deux guerres mondiales, a profondément transformé le capitalisme et la planète

modifiant les conditions mêmes des luttes de classes à l'échelle internationale. Nous sommes devant une nouvelle phase du développement du capitalisme.

Les bouleversements résultant de ce qu'il est convenu d'appeler le grand basculement du monde ont été accélérés, accentués par la crise qui a commencé en 2007-2008 et semblent se prolonger dans une crise chronique, long processus de stagnation et de décomposition du capitalisme. Cette dernière engendre une montée des forces réactionnaires, extrême droite ou intégrisme religieux, qui cherchent à canaliser et à manipuler pour leur propre compte les mécontentements nés des processus de décomposition sociale ou des déstabilisations, du militarisme, des guerres à l'échelle internationale. Cela en particulier du fait de l'absence du mouvement ouvrier sur la scène politique.

L'exacerbation de la concurrence internationale sous les effets de la crise aboutit à une instabilité grandissante, un chaos géopolitique, une multiplication des conflits militaires. L'ordre capitaliste mondial est engagé dans un processus de décomposition dont naîtra une nouvelle phase de transformation révolutionnaire.

Recul du mouvement ouvrier et offensive libérale et impérialiste

2) Cette deuxième grande mondialisation est survenue à l'issue d'une longue période de défaites et de recul du mouvement ouvrier. Après sa trahison par la social-démocratie en 1914, son étouffement, son écrasement, l'élimination physique de sa direction par la bureaucratie stalinienne alliée à la réaction capitaliste a laissé au lendemain de la Deuxième guerre mondiale la révolte des peuples opprimés prisonnière du nationalisme. Le prolétariat n'a pas été en mesure de lui offrir une perspective internationaliste. Cette vague révolutionnaire a cependant bouleversé le monde en permettant à des millions d'opprimés de rompre le joug de l'oppression nationale coloniale et impérialiste. Mais, loin d'aller vers le socialisme, les nouveaux régimes ont cherché à s'intégrer au marché capitaliste mondial pour y trouver leur place. Cuba a été le dernier État né de cette vague révolutionnaire à avoir tenu tête à la première puissance mondiale, un défi qui témoigne de la force des peuples quand ils osent affronter les classes et les États dominants.

Le capitalisme a triomphé à l'échelle de toute la planète. En délitant les vieux cadres de domination des grandes puissances et des classes capitalistes, il n'apporte que crise, régression sociale et démocratique, guerres, catastrophe écologique. Il ouvre une période de guerres, d'instabilité et de révoltes.

3) Ce nouveau stade de développement du capitalisme combine les vieux rapports impérialistes avec les nouveaux rapports du libéralisme, la libre concurrence mondialisés. On peut parler de développement impérialiste et libéral. Se façonnent de nouvelles relations entre les vieux pays dominants et les nations opprimées. C'est cet ensemble qu'il s'agit de définir à la fois par rapport à l'histoire du capitalisme, sa courbe de développement, et, en

conséquence, par rapport aux possibilités d'une nouvelle organisation économique et sociale, le socialisme et le communisme, d'une transformation révolutionnaire de la société.

Il ne s'agit pas d'une discussion académique autour d'une définition formelle de l'impérialisme mais bien de tenter de saisir les évolutions dans leur globalité en les inscrivant dans un débat stratégique, celui des perspectives révolutionnaires, de nos tâches. Cela renvoie à un vaste travail collectif en lien avec nos tâches militantes.

Quelles sont les conséquences de l'intégration au marché mondial des pays opprimés qui ont conquis leur indépendance ? De la nouvelle division internationale du travail ? De la prolétarisation de millions de paysans ruinés à travers le monde ? De la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale ? Du libéralisme étendu à la planète entière ? Du nouveau mode d'accumulation financière ? Peut-on dégager une unité de ces divers mécanismes à l'œuvre pour refonder le programme socialiste et la stratégie révolutionnaire ?

Retour à Lénine

4) Le cadre de lecture hérité des discussions sur la première mondialisation impérialiste ou coloniale, l'impérialisme colonial du début du XXème siècle, ne convient plus, tant les bouleversements dans la vie même des peuples ont été importants durant le siècle passé mais notre raisonnement s'inscrit dans une continuité des luttes de classes comme du marxisme révolutionnaire, de « *la révolution en permanence* ». La première idée héritée de cette période est le lien entre le capitalisme et la guerre, entre la guerre et la lutte de classe que Jaurès avait démontré et illustré avec sa célèbre formule, « *le capitalisme contient en lui la guerre comme la nuée l'orage* ». Lénine fera la théorie de cette idée, « *la connexion inévitable entre les guerres et la lutte de classe* ». Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, il démontre que le développement impérialiste est lié à la nature même du capitalisme. Il est utile de rappeler son raisonnement.

« *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel*

qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé. »

Pour poursuivre : « Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique;

2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce «capital financier», d'une oligarchie financière;

3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière;

4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et

5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme si l'on envisage, non seulement les notions fondamentales d'ordre purement économique (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général, ou bien encore le rapport qui existe entre l'impérialisme et les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans

le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. »

Sans considérer que l'analyse de Lénine donnait une description exhaustive des rapports impérialistes dans leurs diversités et évolutions, ni qu'il y ait un quelconque automatisme entre les mutations économiques, leurs conséquences sociales et les possibilités révolutionnaires, la méthode développée dans le raisonnement de Lénine offre le cadre pour poursuivre l'analyse du moment charnière que nous connaissons en gardant le fil historique.

L'enjeu de cette discussion est bien de dégager les perspectives révolutionnaires comme les possibilités de la construction d'une société débarrassée de l'exploitation, définir les possibilités d'aider à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire internationaliste.

De la fin de la Deuxième guerre mondiale à l'effondrement de l'URSS

5) Le développement impérialiste et la lutte entre les puissances impérialistes pour le repartage du monde ont débouché sur une première guerre impérialiste puis une vague révolutionnaire qui, vaincue et brisée par la réaction fasciste et stalinienne, n'a pu empêcher le deuxième temps barbare de la lutte pour le repartage du monde, la deuxième guerre mondiale à travers laquelle la puissance impérialiste américaine s'impose comme seule force capable de gérer l'ordre capitaliste mondial. Puis ce furent vingt ans de guerres et de révoltes, le soulèvement des peuples coloniaux.

D'une certaine façon, la victoire du peuple vietnamien a clos cette période de l'impérialisme colonial. Le partage des territoires ou des zones d'influences entre les puissances impérialistes se pose depuis différemment.

Une nouvelle phase s'ouvre dès la fin des années 70, celle de l'offensive libérale menée sous la houlette de la première grande puissance mondiale, les USA, et de son alliée la Grande Bretagne. En réponse à la baisse du taux de profit, commence la deuxième mondialisation qui voit le capitalisme s'imposer comme mode de production mondial atteignant les limites de la planète.

Cette offensive libérale à l'issue des Trente glorieuses a débouché sur la fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie, qui avait à la fois contribué aux luttes de libération nationale tout en participant au maintien de l'ordre mondial capitaliste au nom de la coexistence pacifique, c'est-à-dire de la défense des intérêts de la bureaucratie.

6) La fin de l'URSS marque une accentuation de l'offensive des classes dominantes. L'euphorie libérale et impérialiste l'emporte durant les années Bush, le capitalisme triomphe à l'échelle de la planète mais le mythe de « *la fin de l'histoire* » ne résistera pas longtemps à la réalité. La première guerre d'Irak ouvre une longue période d'offensives contre les peuples pour imposer le libéralisme mondialisé, la « *stratégie du chaos* » qui débouche sur un nouvel ordre mondial déstabilisé et de nouvelles guerres.

L'échec des néoconservateurs démontre l'impossibilité d'un super-impérialisme dont l'Otan aurait été le bras armé. Ce bras armé est devenu l'instrument de la défense des intérêts des grandes puissances occidentales contre leurs nouveaux rivaux. L'*« Organisation du Traité Nord-Atlantique »*, après s'être étendue à l'Europe orientale (jusqu'à l'intérieur de l'ex URSS) et à l'Asie centrale, pointe maintenant sur d'autres régions, au Moyen-Orient, en Afrique, après avoir démolî la Libye en 2011 par la guerre, dans les eaux de l'Océan Indien et du Golfe d'Aden, en Amérique latine, dans le Pacifique. Mais elle est bien incapable aujourd'hui de maintenir une stabilité de l'ordre mondial.

A la fin de l'ère Bush, Obama a prétendu tourner la page. Mais ne pouvant apporter une réponse politique à la situation créée par « *la stratégie du chaos* », il n'a eu d'autre choix que de s'y adapter, d'abord en Irak puis en Afghanistan en passe de devenir un base américaine.

Depuis la crise financière de 2008, cette période du libéralisme international tend à céder la place à une phase de réorganisation des relations internationales alors que l'économie mondialisée échappe à toute régulation, aucune puissance n'en ayant les moyens. La contradiction s'accentue entre l'instabilité engendrée par la concurrence globalisée et la nécessité d'assurer un cadre commun de fonctionnement du capitalisme permettant d'assurer la production et les échanges.

En 30 ans, les rapports de force ont été bouleversés, les BRICS et principalement la Chine, l'ensemble des peuples se battent pour participer au développement mondial malgré la crise. Même si les USA restent, dans tous les domaines, la première puissance mondiale, ils doivent composer, trouver des alliés. La moitié de la production manufacturière mondiale est aujourd'hui réalisée par les pays émergents.

La contradiction entre État national et internationalisation de la production et des échanges est plus forte que jamais alors qu'aucune puissance dominante n'est aujourd'hui en mesure de réguler les relations internationales. Les deux facteurs se combinent pour créer les conditions d'une instabilité des relations internationales.

L'accentuation des contradictions capitalistes

7) L'impérialisme se déploie après la fin des empires coloniaux et de l'ex-URSS dans le cadre d'une libre concurrence à l'échelle mondiale. Les cartels et unions internationales monopolistiques composent avec la libre concurrence mondialisée. Les monopoles se sont développés en sociétés transnationales à l'activité industrielle, commerciale, financière diversifiée et une concentration telle que 147 multinationales possèdent 40 % de la valeur économique de l'ensemble des multinationales du monde entier. Si ces dernières gardent une base nationale, elles sont engagées dans des relations d'interdépendance à l'échelle mondiale.

Le développement parasitaire du capital financier a donné naissance à une masse considérable de capitaux spécula-

tifs accompagnée d'une diminution des investissements productifs.

Ce caractère parasitaire s'exprime dans une économie de la dette et dans le fait que les USA sont importateurs nets de capitaux ainsi que les autres vieilles puissances impérialistes à des degrés variables. Cette importation de capitaux est une façon de drainer les richesses produites par le prolétariat des pays émergents vers les vieilles métropoles impérialistes.

On assiste à une concentration des richesses à un niveau jamais vu. Un oligopole bancaire contrôle la finance et s'est soumis les Etats par le biais de la dette publique.

Parallèlement, la classe ouvrière mondiale a connu un développement considérable à travers un marché du travail mondialisé où les salariés sont mis en concurrence à l'échelle de la planète remettant en cause les acquis de « *l'aristocratie ouvrière* » des vieilles puissances impérialistes, sapant ainsi les bases matérielles du réformisme.

Une nouvelle division internationale du travail s'opère à travers le développement économique des anciens pays coloniaux ou dominés, en particulier des émergents, mondialisation de la production et non simple internationalisation, « *une économie mondiale intégrée* » comme le dit Michel Husson.

Le partage territorial du monde qui avait été remis en cause par les deux guerres mondiales et la vague de mouvements de libération nationale a cédé la place à un capitalisme de libre concurrence à l'échelle internationale structuré par les multinationales. Le partage du monde a cédé la place à une lutte pour le contrôle des circuits commerciaux, des lieux de production, l'approvisionnement en énergie... Les logiques capitalistes et de contrôle territorial, selon la formule de Harvey, se combinent sous d'autres formes.

Les rivalités entre les vieilles puissances impérialistes sans cesser d'exister se sont adaptées à ce nouveau cadre sous l'hégémonie américaine.

L'instabilité croissante du monde qui en résulte conduit à une montée des militarismes, à des tensions croissantes qui ont contraint les USA à se redéployer militairement tout en cherchant à associer à leur politique de maintien de l'ordre mondial les vieilles puissances, l'Europe, le Japon et les pays émergents. Le redéploiement de l'Otan en a été l'instrument. Cette politique est un échec qui a engendré une instabilité croissante et le développement du fondamentalisme religieux, terroriste, facteur de chaos permanent.

8) Dans le même temps qu'il atteint les limites de la planète, le capitalisme mondialisé provoque une crise écologique inédite d'une ampleur globalisée qui pose la question de l'avenir de l'Humanité. La logique du profit aboutit à une organisation aberrante de la production à l'échelle mondiale au mépris des populations et des équilibres écologiques.

La combinaison de la crise écologique et climatique d'un côté, et de la crise économique et sociale de l'autre, re-

présente pour l'Humanité des enjeux inédits. Il n'y a pas de solution sans sortie du capitalisme, ni à l'échelle d'un seul pays, sans planification démocratique fondée sur la coopération des peuples à l'échelle mondiale en fonction des besoins sociaux et écologiques.

Cette crise est un facteur d'une prise de conscience internationaliste, non seulement au sens que notre patrie, c'est l'Humanité mais au sens aussi où, du local au global, la lutte contre les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète est une lutte qui dépasse les frontières. Elle est inscrite dans la lutte pour le socialisme en lien avec les luttes de classes sociales et politiques, partie intégrante de celles-ci.

La question écologique et la question sociale sont liées, il n'y a pas de réponse à la première sans répondre à la seconde.

9) Le drame des migrants concentre de façon particulièrement révoltante les effets des processus de décomposition sociale conséquences des guerres, du libéralisme économique, de la mainmise des transnationales, de la dépossession de terres et la ruine de larges fractions de la paysannerie, de la montée des forces réactionnaires intégristes ainsi que de la crise écologique et climatique.

Ces processus atteignent un degré extrême et irréversible jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils se nourrissent de l'instabilité engendrée par la mondialisation capitaliste, l'état de guerre permanent comme réponse à l'instabilité permanente dans lequel elle a plongé le Moyen-Orient comme une large partie de l'Afrique. D'une compétition aiguë entre anciennes et nouvelles grandes puissances, entre puissances régionales, comme au Moyen-Orient l'Iran et l'Arabie saoudite. De la guerre sociale aussi que les grands groupes financiers et leurs États mènent contre les travailleur-e-s et les peuples. La crise qui se concentre en Europe révèle la faillite du processus de construction d'une Europe capitaliste.

Nous faisons face à une crise humanitaire d'une ampleur exceptionnelle. Notre intervention doit prendre en compte les mouvements de solidarité qui ont lieu en particulier en Europe. Si notre politique ne saurait se limiter à l'humanitaire, elle le prend en compte en particulier au sein des organisations syndicales ou associatives du mouvement ouvrier.

Les migrants sont partie intégrante du prolétariat, d'Europe, des USA ou d'ailleurs.

Cette crise provoque une montée des réflexes de peur et de rejet xénophobe, elle bouscule toutes les forces politiques, mais elle peut être un ferment révolutionnaire au sens où la seule réponse est celle de la solidarité internationale sur tous les terrains face à ceux qui n'ont comme réponse que la guerre et la répression policière pour contenir l'instabilité dramatique que leur politique a engendrée.

Etat de guerre permanent

10) Les limites atteintes par l'accumulation élargie financière fondée sur la croissance exponentielle du crédit et

de la dette aboutissent au développement de « *l'accumulation par dépossession* » selon la formule de Harvey. A défaut d'être en mesure de développer l'économie pour accroître la masse de la plus-value nécessaire pour nourrir les appétits des capitaux, le capitalisme trouve une issue à ses difficultés d'accumulation dans une double offensive : contre les travailleurs et contre les peuples pour leur imposer une répartition de plus en plus défavorable des richesses.

Cela entraîne une lutte acharnée pour le contrôle des territoires, des sources d'énergies, des matières premières, des voies d'échanges... La libre concurrence mondialisée devient une lutte pour le contrôle des richesses, une forme de repartage du monde, mais dans des rapports de forces radicalement différents de ceux de la fin du XIX^e siècle et du début du XXI^e.

Le développement de la crise depuis 2007-2008 constitue ainsi, sur le plan des relations internationales, un tournant en provoquant une exacerbation des tensions.

Les USA n'ont plus les moyens de s'imposer aux autres puissances et nations comme le démontre la situation au Moyen Orient. Ils sont contraints d'adapter leur politique aux nouveaux rapports de force tant pour assurer leur propre hégémonie que pour assurer l'ordre mondial. Les deux sont liés. L'hégémonie des USA est conditionnée à leur capacité à assurer l'ordre mondial, « *la gouvernance mondiale* ». Elle suppose que la puissance dominante soit capable de rendre crédible sa prétention à agir dans l'intérêt général, la suprématie économique et militaire ne peuvent suffire à établir un consentement.

L'émergence de nouvelles puissances ayant des vues impérialistes ou de puissances régionales ayant leurs propres intérêts à défendre dans le jeu des rivalités des grandes puissances rendent de plus en plus fragile le leadership américain, la situation internationale de plus en plus chaotique.

Jusqu'où peuvent aller ces tensions et déséquilibres ? Nous ne pouvons exclure, sur le long terme, aucune hypothèse. Il s'agit de comprendre les possibles évolutions de la situation mondiale pour formuler les issues à la crise dans laquelle les classes dominantes nous entraînent. Rien n'autorise à ignorer l'hypothèse du pire, de la mondialisation des conflits locaux à un embrasement généralisé, une nouvelle guerre mondiale ou plutôt mondialisée. L'évolution de la guerre en Syrie en est une nouvelle illustration comme l'est celle d'Ukraine.

Le fond de la question renvoie à la nature des relations Chine-USA et à leurs évolutions possibles.

Comme la crise de 1929 avait été « *la crise de l'émergence américaine* » (Joshua), la crise actuelle est-elle la crise de l'émergence de la Chine ? De la même façon que la politique impérialiste est née de la crise interne du capitalisme anglais, une politique impérialiste plus agressive de la Chine pourrait résulter de ses contradictions internes, de l'incapacité des classes dirigeants chinoises à apporter une réponse à la question sociale, à perpétuer l'ordre sans fournir un exutoire aux frustrations sociales. Nous

n'en sommes pas là, mais rien ne nous permet d'exclure l'hypothèse que de là puisse résulter une guerre pour le leadership mondial.

La réponse appartient en fait au prolétariat et aux peuples, à leur capacité à intervenir directement pour empêcher le pire. La question n'est pas de faire des pronostics mais de fonder notre propre stratégie sur la compréhension du développement des rapports entre les classes et entre les nations.

La crise de domination des classes et des États dominants ouvre une période de transformation révolutionnaire. A travers elle se forment les conditions de la naissance d'un autre monde.

Maturation des conditions d'une nouvelle montée révolutionnaire

11) La stratégie révolutionnaire n'est pas une croyance dont on s'accommode ou pour laquelle on s'enthousiasme mais bien une pratique qui s'appuie sur des données objectives, politiques qui la rendent possible et nécessaire, qui part de notre expérience concrète, de celle des masses.

L'évolution de l'impérialisme en impérialisme libéral a plusieurs conséquences du point de vue de l'actualité de la stratégie révolutionnaire. On peut essayer de résumer l'essentiel.

Elle tend à saper les bases matérielles du réformisme en amenuisant les surprofits impérialistes ciment de la collaboration de classe alors que l'on assiste à une concentration considérable des richesses, une accentuation des inégalités, une paupérisation. La dictature du capital ne laisse aucune marge de manœuvre aux États ou aux hommes politiques qui la servent ou qui la contestent tout en restant dans le cadre du système. Le drame de la Grèce et la capitulation de Tsipras en sont l'illustration.

Elle donne à l'internationalisme un contenu concret qui s'enracine dans la vie quotidienne de millions de prolétaires. La question sociale et la question internationale sont perçues comme étant bien plus interdépendantes qu'elles ont pu l'être par le passé. L'instabilité croissante des relations internationales résulte autant de l'instabilité des États face aux travailleurs et aux peuples que des rivalités entre grandes puissances, entre grandes puissances et puissances régionales... instabilité ouvrant de nouvelles possibilités pour l'intervention des classes exploitées.

L'antiimpérialisme a, souvent dans le passé, pris la forme du campisme subordonnant les rapports de classes aux rapports d'oppression nationale alors que la géographie politique internationale opposait directement les pays coloniaux aux puissances coloniales. C'était déjà une erreur qui aujourd'hui peut conduire à de graves dérives. Toute attitude manichéenne, campiste, qui oublie l'analyse de classe conduit à une impasse.

L'offensive libérale et impérialiste a fait exploser les vieux rapports politiques y compris dans les pays les plus stables de la vieille Europe capitaliste. Les partis comme les institutions sont entièrement sous la coupe du capital sans

indépendance ni marge de manœuvre. Le vieux clivage parlementaire droite-gauche est vidé de tout contenu.

Le seul clivage pertinent, notre boussole, est le clivage de classe, l'opposition irréconciliable entre les prolétaires et les bourgeois, entre les classes exploitées et la classe capitaliste.

L'avenir est représenté par l'émergence d'une classe ouvrière internationale. Elle intervient de plus en plus pour la défense de ses droits, des salaires, contre le chômage mais, sans organisation politique propre, indépendante des institutions, elle ne peut intervenir encore comme une classe porteuse de l'avenir de la société.

Hors de cette intervention politique indépendante du prolétariat, la critique de l'impérialisme libéral par les autres classes ou couches sociales reste morale ou réformiste voire est dévoyée par les forces réactionnaires, nationalistes, néofascisme ou fondamentalisme religieux.

La lutte contre la montée de ces forces engendrées par la décomposition sociale produite par la politique des classes capitalistes est aujourd'hui la question politique centrale. La réponse et l'issue s'inscrivent dans une politique de classe pour la transformation révolutionnaire de la société.

12) Le fondamentalisme religieux dans ces formes les plus radicales, le terrorisme et le djihadisme, a été enfanté par la politique et les guerres des grandes puissances mais il est plus globalement l'enfant des politiques libérales qui engendrent la misère et accentuent comme jamais les inégalités.

Le combat contre la montée des forces réactionnaires, d'extrême-droite, fascistes ou intégristes religieuses est une lutte globale contre la décomposition sociale et politique engendrée par les politiques des classes capitalistes.

Dans les pays riches, établir une hiérarchie des menaces serait une erreur. Les menaces d'un néofascisme occidental se nourrissent des menaces des fondamentalismes religieux. Les deux sont des ennemis du progrès, de la démocratie et des libertés, des ennemis des travailleurs et des peuples qu'ils veulent soumettre.

Une telle situation où situation nationale et internationale, question sociale et politique se lient de façon complexe rend les raisonnements manichéens du campisme ou du moralisme inadéquats si ce n'est dangereux. Nous combattons tout ce qui peut ou pourrait, d'une façon ou d'une autre, nous laisser prendre au piège d'une guerre des civilisations, du communautarisme. Nous déterminons et développons notre politique en fonction des intérêts de la classe ouvrière internationale soucieux d'avoir une politique d'indépendance de classe capable de donner un contenu aux aspirations démocratiques, solidaires, contre tous les racismes, des classes populaires.

Notre démarche vise à démontrer les objectifs de la politique des grandes puissances, le lien entre la guerre sociale menée contre les travailleurs par les différentes bourgeoisies et la guerre contre les peuples, entre la concurrence mondialisée et les rivalités entre puissances sur le terrain

international. Elle se situe du point de vue de tout ce qui peut aider à l'organisation et à l'intervention des classes exploitées, tout particulièrement face à la montée des forces fondamentalistes réactionnaires et terroristes.

Nous dénonçons la prétendue lutte des puissances occidentales contre le terrorisme et l'islamisme radical qui, loin de les affaiblir ou même de les combattre, nourrit - par la terreur d'Etat, la guerre, le racisme et la xénophobie - le fanatisme religieux qui vise à soumettre les populations.

Notre combat pour la paix, la démocratie est indissociable de notre combat pour le socialisme.

13) Dans ce contexte de montée des forces réactionnaires face aux effets de la mondialisation capitaliste, la lutte des femmes pour l'égalité des sexes et leurs droits revêt une importance toute particulière. Elle représente un facteur révolutionnaire déterminant. Nous sommes pleinement partie prenante de cette lutte dans tous ses aspects sur les lieux de travail, sur les lieux d'habitation et d'étude. Nous reprenons les exigences démocratiques contre la domination masculine et la famille patriarcale corollaire de la propriété privée, forme d'oppression et de domination des femmes et de la jeunesse dont l'inadaptation au monde moderne et au progrès social est de plus en plus flagrante.

Les femmes sont les premières victimes de l'exploitation comme des conséquences dévastatrices de la mondialisation libérale sur toute la société. Dans le même temps elles s'intègrent de plus en plus à la classe des salarié-e-s. Leur combat est celui de tous les exploités et les opprimés. Loin de diviser les opprimés entre eux, loin d'opposer la lutte des femmes à celles des hommes, nous militons pour que l'ensemble du mouvement ouvrier reprenne à son compte les luttes féministes et pour l'émancipation politique et sociale des femmes. Les deux luttes n'en font qu'une. Si la femme est la prolétaire de l'homme, celui-ci ne pourra cesser d'être exploité que quand il considérera la femme comme son égale.

La lutte pour l'égalité des sexes est indissociables de la lutte contre les intégrismes et les préjugés véhiculés par les religions qui, toutes, justifient et défendent la soumission des femmes.

14) Si la plus large unité avec les forces démocratiques est indispensable pour combattre dans les pays riches comme dans les pays pauvres la menace de forces fascistes ou des fondamentalistes religieux fanatiques, cette unité ne peut nous conduire à abandonner notre indépendance de classe au nom de l'union nationale quelle que soit la forme qu'elle puisse prendre.

Notre solidarité avec les peuples ne saurait faire appel à la prétendue « *communauté internationale* » ni à l'ONU dont la fonction, de plus en plus délaissée, est de donner un paravent démocratique à la politique des grandes puissances. A l'opposé nous mettons constamment en valeur la nécessaire solidarité entre les travailleurs et les peuples, seule issue aux politiques agressives et militaristes des grandes puissances qui manipulent et dressent les

peuples les uns contre les autres. Notre solidarité internationale critique sans concessions les politiques nationalistes bourgeois qui dévoient les révoltes et les aspirations démocratiques.

La solidarité ne peut masquer les désaccords politiques. Notre internationalisme se définit comme la recherche constante d'une politique indépendante pour la classe ouvrière combinée à la lutte contre notre propre bourgeoisie.

Le processus de décomposition sociale qui caractérise l'époque actuelle crée des situations complexes comme celle qui se développe en conséquence des dernières interventions des grandes puissances en Irak, en Libye ou en Syrie avec l'apparition de l'État islamique, d'Al Qaida ou de Boko Haram. Ces organisations fondamentalistes et terroristes, produits de la barbarie capitaliste, ont leur propre stratégie de conquête du pouvoir pour s'imposer par la terreur aux classes populaires.

Nous dénonçons sans ambiguïté ces forces et les combats, nous apportons notre solidarité aux mouvements progressistes qui les combattent ou résistent tout en dénonçant la propagande des grandes puissances invoquant une nouvelle version du « choc des civilisations » pour justifier leur politique. Cette solidarité ne se confond en aucune manière avec la politique des États dominants.

Pour la construction de partis anticapitalistes et révolutionnaires

15) Le grand basculement du monde n'est pas une formule. Il s'opère dans le drame et le sang et nous oblige à tout repenser. Comment contribuer à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire au niveau national, européen et international, la question nous est reposée en des termes nouveaux.

Au moment où les forces qui sont nées des mutations ou de l'effondrement des vieux partis staliniens s'intègrent au système ou aspirent à s'y intégrer, gèrent l'austérité comme Syriza en Grèce ; au moment aussi où l'on voit Podemos en Espagne servir à canaliser le mécontentement populaire dans le cadre institutionnel, où le Bloc de gauche au Portugal s'enferme en s'alliant au PS dans le carcan politique imposé par la bourgeoisie et la troïka, il est indispensable d'apporter des perspectives visant à la construction de partis de la classe ouvrière.

Nous ne voulons pas reconstruire une vraie gauche ou une gauche radicale mais bien des partis pour les luttes de classes révolutionnaires.

Il s'agit de porter aujourd'hui une stratégie de regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires sur la base d'un programme de transformation de la société partant des exigences élémentaires des exploitées, la garantie d'un salaire et de pensions décentes, la liquidation du chômage par la répartition du travail entre toutes et tous, la défense des services publics pour poser la question de la conquête du pouvoir pour annuler la dette, créer un monopole public bancaire et socialiser les grands groupes industriels et commerciaux.

Cette stratégie, ce programme se déclinent de façon différenciée selon les pays et les situations mais ils s'organisent autour d'une démarche transitoire posant la question du pouvoir des travailleurs et de la population, les 99%, afin d'en finir avec la dette et mettre les banques et les multinationales hors d'état de nuire.

Nous devons être capables de dégager des défaites et reculs passés comme des bouleversements en cours les éléments qui travaillent à la transformation de la société pour être à même d'aider à l'organisation indépendante de la classe ouvrière afin qu'elle soit capable de porter les exigences sociales, démocratiques, écologiques des autres classes sociales, de toute la société.

Alors qu'en réponse aux ravages de la mondialisation, les forces réactionnaires jouent du désespoir et des peurs des classes populaires pour développer leur propagande xénophobe et nationaliste, nous devons œuvrer au regroupement, au pôle opposé, du camp des travailleurs en rupture avec le capitalisme et ses institutions.

Nous œuvrons à l'unité des classes exploitées, de leurs organisations sur la base de cette indépendance de classe.

Répondre à l'urgence et aux besoins de la situation c'est engager le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires dans le monde dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale.

La IVème internationale comme tous les autres regroupements internationaux ne peut prétendre représenter, à elle seule, l'avenir du mouvement révolutionnaire. Elle doit œuvrer à de nouveaux rassemblements en vue de poser des jalons vers une nouvelle internationale révolutionnaire.

L'avenir dépend de celles et ceux qui veulent œuvrer au rassemblement des forces révolutionnaires dans un même mouvement en rompant avec les pratiques sectaires et antidémocratiques du passé qui ont fait éclater le mouvement révolutionnaire.

La grande instabilité que connaît le monde ouvre à court et moyen terme de nouvelles possibilités auxquelles le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire doit se donner les moyens de faire face.

Yvan Lemaître